

Présentation de la mise en ligne du formulaire de demande de vote par procuration

Conformément aux engagements pris par le Gouvernement dans le cadre du Comité interministériel de modernisation de l'action publique (CIMAP), les modalités d'exercice du droit de vote par procuration ont été modernisées en vue des élections municipales de mars 2014. Les autorités habilitées à établir des procurations (police, gendarmerie, justice, services consulaires, commandant de bâtiment, capitaine de navire) doivent assurer la mise en œuvre de cet engagement. Depuis décembre 2013, les électeurs ont la possibilité de remplir en ligne le formulaire de demande de vote par procuration sur <http://service-public.fr/> ; ils doivent ensuite l'imprimer et le présenter à une autorité habilitée. Les électeurs n'étant pas équipés d'un ordinateur et d'une imprimante peuvent toujours remplir le formulaire cartonné de procuration disponible au guichet des autorités habilitées.

La présente fiche a pour objet d'exposer le dispositif de mise en ligne du formulaire de demande de vote par procuration et ses conséquences sur les travaux des autorités habilitées.

1. Le dispositif de mise en ligne du formulaire de demande de vote par procuration va diminuer la charge administrative pour les autorités habilitées

Le décret n° 2013-1187 du 18 décembre 2013 portant simplification de l'exercice du droit de vote par procuration a créé **le formulaire de demande de vote par procuration à remplir en ligne, en plus du formulaire cartonné habituel**. Dès lors, les électeurs peuvent désormais établir leur demande de vote par procuration sur l'un des deux formulaires suivants :

- le formulaire cerfa n° 12668*01, formulaire cartonné que les autorités habilitées remettent d'ores et déjà aux électeurs souhaitant voter par procuration ;
- le formulaire cerfa n° 14952*01 (D), formulaire accessible en ligne (notamment sur <http://service-public.fr/>) que les électeurs peuvent remplir sur leur ordinateur, puis imprimer et apporter à une autorité habilitée. **L'électeur doit toujours se rendre auprès d'une autorité habilitée afin d'attester de son identité et de sa volonté de voter par procuration.**

Afin d'accompagner les électeurs qui choisissent de remplir le formulaire sur internet, des bulles d'aides s'affichent dans chaque case à remplir. Le formulaire ainsi rempli, imprimé et présenté aux autorités habilitées constitue un **gain de temps** pour ces dernières qui n'ont pas à aider l'utilisateur au guichet pour qu'il remplisse son formulaire.

2. Le travail des autorités habilitées est désormais orienté vers des tâches de contrôle et d'authentification

Aucune évolution n'est à noter s'agissant du formulaire cartonné que les autorités habilitées remettent d'ores et déjà aux électeurs souhaitant voter par procuration.

S'agissant du formulaire accessible en ligne que les électeurs impriment et apportent aux autorités habilitées, plusieurs points sont à prendre en considération.

Tout d'abord, le formulaire accessible en ligne doit être rempli au préalable par l'utilisateur pour l'ensemble des rubriques « Vote par procuration », « Attestation sur l'honneur » et « Récépissé à remettre au mandant ». En revanche, **les mentions de bas de rubrique relatives à la date,**

au lieu de signature, à l'identité de l'autorité habilitée et aux signatures doivent être remplies de façon manuscrite lors du passage devant l'autorité, par le mandant et par l'autorité habilitée.

Le mandant doit imprimer le formulaire en deux feuilles distinctes et non *recto verso* afin de permettre la remise du récépissé.

Les mentions remplies par le mandant sur son ordinateur ne doivent inclure aucune mention erronée. En cas d'erreur, l'autorité habilitée devra fournir un formulaire cartonné au mandant qui le remplira sur place. **En aucun cas le mandant ou l'autorité habilitée ne peut corriger un formulaire rempli sur internet en rayant des mentions pour les remplacer par des mentions manuscrites.**

Par ailleurs, le mandant doit toujours justifier de son identité, en présentant une pièce d'identité et attester par sa présence de sa volonté de voter par procuration.

Une fois le formulaire accessible en ligne signé par le mandant au guichet de l'autorité habilitée puis daté, signé et revêtu de son cachet par l'autorité habilitée, la première feuille (qui inclut la rubrique *Vote par procuration* et la partie remplie par l'autorité habilitée « adresse complète de la mairie destinataire ») sera adressée au maire de la commune par ladite autorité, soit sous enveloppe et en recommandé à raison d'un formulaire par enveloppe, soit par porteur et contre accusé de réception. Dans le cas d'un envoi sous enveloppe, les autorités habilitées (police, gendarmerie, justice) peuvent se procurer ces enveloppes auprès des préfectures et hauts-commissariats, qui en disposent depuis le 20 décembre 2013.

Les modalités d'envoi sont donc différentes des formulaires cartonnés qui doivent toujours être envoyés soit sans enveloppe et en recommandé, soit par porteur et contre accusé de réception.

Les frais d'expédition des envois en recommandé sont directement pris en charge par l'Etat, la Poste facturant ces coûts aux préfectures et hauts-commissariats après décompte du nombre de recommandés acheminés.

Afin de réduire le coût d'envoi des procurations, il est recommandé de privilégier, dans toute la mesure du possible, la transmission par porteur auprès des communes.

Les mairies sont tenues d'accepter à la fois les formulaires cartonnés et les formulaires papier imprimés *via* Internet, dès lors qu'ils correspondent respectivement au formulaire cerfa n° 12668*01 et au formulaire cerfa n° 14952*01 (D).